

TABAC

Demi-mesures



Eteignez vos cigarettes s.v.p. Le nouveau projet de loi prévoit que pendant les repas, l'interdiction de fumer vaut même pour les bistrots. Au vœux du Conseil d'Etat ce n'est qu'un premier pas vers une interdiction totale.

(photo: Renée Wagener)

L'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi antitabac est sorti. Mais les parlementaires ont du mal à entamer les discussions sur un sujet délicat.

(rw) – Il est midi, le patron du Café des Sports tire la sonnette. A son geste, toutes les cigarettes s'éteignent et les cendriers sont enlevés. Deux minutes d'aérage, et les premiers plats peuvent être servis. Doit-on s'imaginer ainsi l'application de la nouvelle loi anti-tabac qui est en train d'être élaborée? Le dernier mot n'a pas encore été dit en ce qui concerne l'interdiction de fumer dans les bars et restaurants.

Si les discussions autour du texte soumis par le ministre de la santé se poursuivent, ce n'est pas dû uniquement au lobby des restaurateurs. Les voix critiques qui accusent l'interdiction proposée d'être trop molle s'accumulent. Celle du Conseil d'Etat, qui vient de se faire entendre par son avis du 16 mai, en est une des plus fortes, même si - chose rare - il est accompagné d'un avis minoritaire plutôt risible qui fustige "l'acharnement du législateur" et les "directives liberticides" européennes qu'il transpose. Apparemment, on le doit au conseiller d'Etat libéral et premier conseiller au ministère de la santé Clau- de A. Hemmer.

Critiques fondamentales

Mais on constate, en lisant les avis des autres chambres professionnelles, qu'en matière de fumée, qu'au Luxembourg le vent à décidément tourné. A part la Chambre de Commerce, elles s'accordent à plaider plus ou moins clairement pour une loi plus restrictive, soutenue dans cette approche par l'Union des consommateurs et la Fondation contre le cancer.

Une des critiques fondamentales du Conseil d'Etat concerne le fait que le projet de loi n'inclut pas la protection des travailleurs et travailleuses sur leur lieu de travail. En effet, la décision de trancher cette problématique dans un projet séparé, à fournir par le ministre du travail, n'est

pas innocente. Ainsi, Mars Di Bartolomeo a pu réduire toute la question de l'interdiction de fumer dans les bars et restaurants à une pure question de protection de la clientèle. Pourtant, comme le souligne le Conseil d'Etat, "les serveurs et serveuses sont le groupe professionnel le plus exposé au tabagisme passif". Espérant que le projet actuel ne sera qu'une "étape inaugurale d'une lutte antitabac efficace", la haute corporation démonte ensuite le modèle Di Bartolomeo qui consistait à déroger à l'interdiction dans les restaurants dans le cas de l'installation de pièces séparées. Pour le Conseil d'Etat, outre le fait que le personnel serait à nouveau exposé à la fumée, le projet manque de précision: il faudrait définir par exemple le pourcentage de superficie qui peut être accordé à une telle pièce, elle ne pourrait pas servir à la consommation de plats et il faudrait obligatoirement prévoir une ventilation. Le contrôle de l'application de la loi par l'inspection sanitaire serait également à prévoir. Pour ce qui est des bistrots où sont servis des plats, le Conseil d'Etat propose des heures fixes de dérogation.

Son esprit de compromis n'est pas nécessairement partagé par les principales "victimes" de la loi. Ainsi, dans le magazine "Info-cancer", un restaurateur anonyme considère que les dérogations ne vont créer qu'une concurrence supplémentaire, par rapport à laquelle les petites entreprises seront les perdantes. En effet, installer un mur pour diviser une pièce ou installer une ventilation est plus aisé pour les grandes boîtes que pour le petit resto du coin. De plus, signale-t-il, la distinction entre cafés, restaurants, discothèques ou même de magasins avec espresso-bars est de plus en plus artificielle. Pour lui, une loi claire est une loi sans dérogations. D'autres, comme le

bar K'ramba ou le fast-food japonais Takajo, n'ont pas attendu le législateur pour bannir la fumée de leurs établissements.

Au parlement, le tracé de route n'est pas encore fixé. Alors que les Verts voudraient renoncer aux dérogations, le DP s'aligne sur la position de la Chambre de commerce, défendant la liberté des exploitant-e-s. Mais au sein de la coalition, les choses sont moins claires. Conforté-e-s par une opinion publique fortement en faveur d'interdictions de fumer dans les restaurants et sur les lieux de travail, les socialistes, avec la présidente de la commission de la santé Lydia Mutsch, veulent soutenir le projet de leur ministre tout en retenant, s'il y a consensus, certaines propositions du Conseil d'Etat. "Personnellement," dit Lydia Mutsch, "je partage ses vues concernant les restaurants".

Embrouillamini

Mais on n'en est pas encore à la discussion sur les articles: une réunion de la commission, prévue pour hier matin, a été reculée au 15 juin après une entrevue interfractionnelle. La vice-présidente de la commission de la santé, Martine Stein-Mergen, ne veut pas encore se prononcer au nom de son groupe par rapport au projet de loi et à l'avis.

Dans les coulisses cependant, on entend que les parlementaires du CSV ont des difficultés à se mettre d'accord sur la ligne à suivre dans ce dossier. Certains membres de la commission auraient voulu intégrer le sujet de la protection des travailleurs dans ce projet, ce qui n'arrange pas nécessairement leurs ministres du travail et de la fonction publique. D'autres proposent de le régler par le biais du projet de loi réformant la loi de 1994 sur la sécurité et la santé des travailleurs au travail. Alors que ce projet prévoit essentiellement l'introduction de la notion du mobbing, il prévoit également, de façon plutôt vague, que l'employeur doit prendre "les mesures nécessaires afin que les travailleurs soient protégés de manière efficace contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui". Lydia Mutsch a insisté que lors de la réunion du 15, les deux ministres concernés soient présents afin de pouvoir s'accorder sur une marche à suivre. Si dans un tel contexte, Mars Di Bartolomeo affirmait mercredi lors d'une conférence de presse dans le cadre de la journée mondiale sans tabac, que "le projet de loi avance bien" et que "il y a un engagement clair de tous les ministres", cela tenait de invocation.

A la même occasion, le ministre de la santé jugeait par rapport à son projet de loi que "certains points sont encore en évolution, ils seront clarifiés ou bien directement, ou bien dans quelques années". La question se pose pourtant de savoir pourquoi le gouvernement a manqué d'introduire un texte sur la protection contre le tabac dans le domaine du travail en même temps que celui concernant la gastronomie. Et pourquoi il n'a fait les choses qu'à moitié en ce qui concerne les bars et restaurants. Au vu des sondages, cela ne peut pas s'expliquer par des visées électorales.

Archivneubau aufgeschoben

In großen Tönen wurde in der Regierungserklärung vom 4. August 2004 die Kulturpolitik beschworen. An dieser ideellen luxemburgischen Kulturexpansion hat das Nationalarchiv, das vom Kulturministerium als "une des plus grandes richesses de notre patrimoine national" beschrieben wird, kaum Anteil. Die "Archives nationales", die seit 1968 in den ehemaligen Kasernen auf dem Heilig-Geist-Plateau untergebracht sind, platzen aus allen Nähten. So mussten allein in den Katakomben der Post im Bahnhofsviertel 30 laufende Kilometer an Dokumenten "zwischengelagert" werden. Weitere 10 Kilometer befinden sich in einem Teil des unterirdischen Heilig-Geist-Parkings. Diese unzumutbaren Arbeitsdingungen - sie sollten mit dem Bau eines neuen Archivs auf dem Belval-Gelände endlich der Vergangenheit angehören. Nach einer internationalen Ausschreibung im Januar 2003 bekam der Entwurf des Luxemburger Architekten Paul Bretz mit einer Fläche von 50.000 Quadratmeter den Zuschlag. Im Jahre 2005 sollten die Vorarbeiten zum Bau anlaufen, das Bau-Ende war für 2009 veranschlagt worden. Doch dann kam das Aus: Der 90 Millionen-Euro-Entwurf, der die neuesten Techniken, wie zum Beispiel eine mit Gas statt Wasser funktionierende Löschanlage vorsah, fiel dem allgemeinen Spargebot, dem sich die Regierung verschrieben hat, zum Opfer. Zur Zeit entwickelt eine Arbeitsgruppe bestehend aus VertreterInnen des Bauten- und Kulturministeriums, sowie des Belval-Fonds ein alternatives Konzept, das eine phasenweise Realisierung des Archiv-Neubaus ermöglichen soll. Das ursprüngliche Konzept scheint somit vom Tisch zu sein da es sich nicht in einzelne Etappen auflösen lässt. Der Umzugstermin des Staatsarchivs steht wieder in den Sternen. Schlimmer noch: Das eigentliche Ziel, Geld einzusparen, wird schwer zu erreichen sein, denn neue Pläne bedeuten ja zunächst vor allem Mehrausgaben. Soll trotzdem gespart werden, muss auf Teile der technischen Ausstattung verzichtet werden - das Archiv ist damit schon veraltet, noch ehe es gebaut wurde und das zu einem Zeitpunkt, da die Archiv-Verantwortlichen einen Gesetzvorschlag vorbereiten, der die Rolle und den Aufgabenbereich des Nationalarchivs neu definieren und ausweiten soll.

Meilenweit für den Marathon

Dass Sie in dieser woxx-Ausgabe nichts über das Happening am letzten Samstag lesen, hat nicht nur mit der Sportmüdigkeit unseres Teams zu tun. Zumindest die journalistische Neugier hatte eines unserer Redaktionsmitglieder gepackt. Doch der Weg zur Coque war weit und schwierig: Am Place Wallis schon wurden alle Fahrgäste aufgefordert, den Bus zu verlassen, mit dem Hinweis. "Hier ist schon alles gesperrt." Vielleicht gab's ja am Centre Aldringen eine "Navette"? Dort zu Fuß angekommen, stieß man auf wartende Fahrgäste, blockierte Straßen, aber auf keinen Bus. Letzte Hoffnung: Rond-Point Schuman - doch auch die wurde enttäuscht. Na gut, ein Abendspaziergang zur Coque kann nie schaden, und die ersten LäuferInnen, die entgegen kamen, sorgten für Abwechslung. Trotzdem: So richtig Stimmung herrschte auf Kirchberg nicht. Also wieder zurück ins Stadtzentrum? Leichter gesagt als getan. Erst durften die Busse nicht fahren, dann wieder nahmen einige nur SportlerInnen oder Gäste bestimmter Hotels mit. Erschöpfte Kinder, gestresste Eltern die entnervt ein Taxi bestellten - die Gelegenheit, mit einem gut organisierten Busdienst zu glänzen, war gründlich verpasst worden. Schließlich ging es im Schnecken tempo via die Place d'Argent doch wieder zum Stadtzentrum. Anderntags zeigte der RTL-Fernsehbericht über den Marathon, dass der zuständige Transport-schöffe ebenfalls unter den LäuferInnen war. Tja dann!